



Toulouse, le 13 octobre 2014



Lu Pour Vous

Une nouvelle agression de policiers, dans la nuit de vendredi à samedi à Toulouse vient nourrir davantage encore l'inquiétude et le ras-le-bol des fonctionnaires.

Les faits se sont déroulés vers 3 heures, devant la discothèque le Shanghai, rue de la Pomme, là où, la veille, un jeune homme avait déjà été agressé).

Un client ivre, au comportement perturbateur, a été prié de quitter l'établissement. Mécontent, il s'en est pris aux agents de sécurité avec lesquels il en est venu aux mains. Face à la fureur du client, l'établissement de nuit a fait appel aux services de police. L'arrivée d'un équipage de la brigade canine n'a pas calmé l'individu. Au contraire, il ne s'est pas laissé faire. Bien que menotté, il a continué de se débattre et s'est mis à porter des coups de pied et de tête aux fonctionnaires.

«La plus grande fermeté»

Les policiers sont finalement parvenus à le faire monter dans leur véhicule mais les choses n'en sont pas restées là. Des alliés de circonstance de l'agresseur ont tenté de le libérer et de le faire sortir de la voiture de police.

Face à cet attroupement, les forces de l'ordre ont employé leur chien et du gaz lacrymogène. Le groupe s'est finalement dispersé et l'agresseur a été conduit au commissariat central et placé en garde à vue. Au final, deux policiers ont été blessés dont l'un souffrait au niveau d'un genou.

Alors que les agressions à l'encontre des policiers se multiplient dans la ville Rose, les syndicats sont montés au créneau hier. Alliance, par la voix de son représentant, Luc Escoda, a dénoncé «le manque de moyens dont disposent les policiers pour travailler en toute sécurité. Si nous étions assez nombreux, ce type de situation ne pourrait pas se produire.»

Filmer les interventions ?

L'interpellation d'hier s'est produite sous les yeux de nombreuses personnes dont certaines ont filmé la scène avec leur téléphone portable. Quelques-uns, hostiles aux policiers, ont promis de diffuser leur action musclée sur les réseaux sociaux. Pour Luc Escoda, d'Alliance, il existe un risque «que des images sorties de l'intégralité de l'affaire stigmatisent un peu plus encore les policiers». Et de tacler : «Alliance aurait préféré que l'argent alloué à la dotation de matricules et à la mise en place d'une plateforme de dénonciation des policiers soit destiné à la dotation généralisée de caméras vidéo pour assurer une meilleure défense des policiers dans ces interventions difficiles.»